

16.05.2024

Manifestation importante à Bruxelles

Les agriculteurs demandent un revenu équitable pour garantir la souveraineté alimentaire



Bruxelles, le 27 mai 2024 : Aujourd'hui, des agriculteurs de toute l'Europe se sont réunis pour prendre part à une manifestation impressionnante au cœur de Bruxelles visant à défendre l'équité dans le secteur agricole. Avec pour slogan « Un revenu équitable pour les agriculteurs MAINTENANT ! », les manifestants ont présenté leurs revendications aux ministres de l'agriculture de l'UE qui se réunissent aujourd'hui, à la Commission et au Parlement européens, ainsi qu'aux associations agricoles. En sa qualité d'association de producteurs laitiers européens venant de plus de quinze pays, l'European Milk Board (EMB) a organisé cette importante manifestation en amont de la Journée internationale du lait et des élections européennes. Les participants étaient accompagnés de grandes vaches aux couleurs nationales – les Justines et Faironikas – afin d'illustrer la diversité et l'unité de ce rassemblement.

« Depuis des mois, nous observons des mouvements de protestation des agriculteurs dans toute l'Europe, et il est évident que le système agricole a besoin de réformes » a souligné Kjartan Poulsen, Président de l'EMB. Or, explique-t-il, le débat actuel sur les solutions à la crise agricole ne donne pas encore assez de clarté sur la direction dans laquelle les changements doivent se produire. « Une agriculture et un revenu équitables doivent être au cœur de ces réformes. Contourner les difficultés ne suffit plus : nous devons nous attaquer aux causes profondes du problème et mettre en place de réels changements », a ajouté le danois.

Son collègue allemand et Vice-président de l'EMB, Elmar Hannen, se rapporte aux chiffres des revenus, qui montrent clairement l'ampleur du désagrément et la détresse sociale auxquelles font face les agricultrices et agriculteurs en Europe. « Lorsque l'on se penche sur le revenu des agriculteurs, force est de constater que pendant des années nous n'avons même pas touché la moitié du revenu moyen européen. En 2016, nous étions même en dessous de 40 % et 2021 a été la toute première année où nous avons franchi la barre des 50 % », a indiqué Hannen. « Cette situation ne constitue pas seulement un dysfonctionnement grave, mais aussi une réelle catastrophe pour les agriculteurs et leurs familles, ainsi que pour la sécurité alimentaire européenne ». Il est temps d'établir une équité sociale, et cela pas seulement dans la perspective des élections européennes qui auront lieu prochainement.

Les producteurs quittent le secteur en masse. L'absence de perspectives est repoussoir pour les jeunes qui ne voient aucune possibilité de se lancer dans la production laitière. « Voilà pourquoi nous, à l'EMB, insistons afin que des mesures soient

prises pour qu'il soit encore possible de continuer à produire et de se lancer dans ce métier. Les politiques doivent mettre sur pied un cadre qui prévoit une rémunération équitable dans la chaîne de création de valeur pour que les producteurs puissent enfin obtenir des prix rémunérateurs, au risque que nous perdions, en plus des producteurs, notre capacité à produire suffisamment de denrées alimentaires dans l'Union européenne », a souligné Hannen. Qui plus est, des prix rémunérateurs sont une condition sine qua non pour garantir le succès des mesures environnementales et climatiques.

Boris Gondouin, membre français du Comité directeur de l'EMB, sait que la production de denrées alimentaires et la durabilité/ l'équité sociale se combinent bien en principe. « Ces dernières années, les membres de l'EMB se sont engagés de diverses façons en faveur d'un secteur équitable, que ce soit par le travail au niveau politique, l'élaboration de concepts réalistes et la promotion de calculs de coûts, ou même par le biais des projets de Lait équitable qu'ils ont lancés dans plusieurs pays. De ce fait, nous savons que l'équité est possible et nous nous engageons en sa faveur à échelle européenne. Nous la revendiquons auprès de la Commission européenne, du Parlement et du Conseil, ainsi qu'auprès de toutes les associations qui se sont donné pour mission de représenter les agriculteurs. Ceux qui disent représenter les agriculteurs doivent promouvoir leurs intérêts vitaux ! ».

La pierre angulaire de l'alimentation européenne se fissure déjà dangereusement. Aujourd'hui, les agriculteurs de toute l'Europe ont quitté, le temps d'une journée, leurs champs et leurs salles de traite pour manifester à Bruxelles en compagnie de leurs Justines et Fainonikas nationales en faveur d'un revenu équitable. Sans réformes, ce sont eux et bon nombre de leurs collègues qui quitteront leurs champs et salles de traites non pas le temps d'une journée, mais à jamais.

Un revenu équitable pour les agriculteurs MAINTENANT !

Il convient par conséquent d'introduire sans tarder les réformes suivantes :

1. Un règlement européen interdisant la pratique de prix inférieurs aux coûts de production **Pourquoi ?**

Ce qui paraît évident dans d'autres secteurs, à savoir, que les coûts doivent être répercutés et se retrouver dans le prix – ne l'est pas dans de nombreux domaines de l'agriculture. La *main invisible du marché* exerce une pression forte et visible sur les prix et les entraînent sous la ligne des coûts de revient. Un règlement européen interdisant la non-couverture des coûts de production induirait une stabilisation des revenus dans toute l'Europe et par ce biais des structures de production.

2. Des instruments de crise adéquats doivent être intégrés dans le système agricole européen, comprenant notamment un mécanisme d'alerte précoce opérationnel qui fonctionne à l'aide d'indicateurs pertinents tenant compte des coûts de production y compris un revenu raisonnable pour le producteur et qui s'active automatiquement en cas de crise naissante, comme la renonciation volontaire aux livraisons / le programme de responsabilisation face au marché. **Pourquoi ?**

Dans le secteur laitier par exemple, une crise en chassait une autre au cours des années passées. La production excédentaire a suscité un effondrement des prix au plus bas, contraignant à chaque fois de nombreux producteurs à quitter la profession. Ces crises peuvent être évitées ou atténuées si on les identifie à temps à l'aide du mécanisme adéquat et qu'on contre la production excédentaire avec un programme visant à réduire les volumes, par exemple. Cela fonctionne, comme le montre [l'utilisation du programme dans l'UE en 2016/ 2017](#).

3. Des règles contractuelles européennes concrètes notamment sur les volumes et les prix rémunérateurs avant livraison du lait. Celles-ci doivent s'appliquer à tous les acteurs du marché et aussi aux coopératives. **Pourquoi ?**

Ce n'est que si les contrats contiennent les bons éléments qu'ils amélioreront la position des producteurs sur le marché. La répartition inéquitable des richesses créées tout au long de la chaîne s'explique par un déséquilibre des forces des acteurs du marché. Tandis que les transformateurs et les distributeurs peuvent s'assurer que leurs coûts de production sont couverts et qu'ils enregistrent par ailleurs des bénéfices importants avec des produits alimentaires, côté producteurs, les déficits s'accumulent.

4. Des organisations de producteurs horizontales fortes, regroupant les producteurs, sans exception pour les coopératives, en vue d'obtenir une meilleure position de négociation. **Pourquoi ?**

Des organisations de producteurs fortes sont aussi des acteurs de négociation forts lorsqu'il s'agit de discuter des prix

versés aux producteurs avec les laiteries. Mais une telle organisation ne peut être forte que si elle fédère de nombreux producteurs et qu'elles négocie avec plusieurs laiteries, c'est-à-dire sur un mode horizontal. Les groupements de producteurs dits verticaux, dépendant d'une laiterie ne peuvent afficher une telle force.

5. Une réelle intégration des producteurs dans la conception et l'application du Green Deal, incluant la mise à disposition des outils pertinents

Pourquoi ?

Actuellement, les producteurs ne participent pas à l'élaboration du Green Deal. On ne fait que leur dicter des objectifs, alors que ce sont eux qui devront en définitive supporter les charges de ces stratégies avec leurs revenus agricoles déjà faibles. Cela doit changer. Les producteurs doivent être placés au centre des stratégies agricoles et participer à la conception de ces dernières. La lutte contre le réchauffement climatique a besoin des fermières et des fermiers. Le Green Deal doit servir à réformer le système actuel et l'amener vers un modèle socialement durable.

6. Des clauses miroirs qui garantissent que les denrées alimentaires et le fourrage importés respectent la réglementation de l'UE. Le respect de cette réglementation doit en outre être assuré par des contrôles et des sanctions proportionnels.

Pourquoi ?

Si des marchandises ne respectant pas les mêmes normes environnementales que les produits européens sont importées, elles génèrent un préjudice multiple. Tout d'abord, du fait de leurs coûts de production inférieurs liés à leur moindre qualité environnementale, elles pourront être vendues moins cher que les produits des agriculteurs européens et excluront par conséquent ces derniers du marché. En outre le niveau de coûts inférieur encourage la délocalisation de la production à l'extérieur de l'UE, où la pollution augmente ainsi. Et ce, pour des produits consommés en Europe.

7. Soutenir et étendre publiquement le projet du Lait équitable dans l'UE.

Pourquoi ?

Le **Lait équitable** nous montre que c'est possible. Dans le cadre de ce projet, des prix rémunérateurs incluant un revenu équitable sont payés aux producteurs participants. Même si des projets de Lait équitable existent déjà en France, en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et en Suisse, ils ne touchent pas suffisamment de consommateurs et de producteurs. L'effet bénéfique que le Lait équitable a sur la vie et le revenu des agricultrices et agriculteurs doit bénéficier à un nombre bien plus grand de producteurs. L'UE comme chacun de ses pays peuvent y contribuer via une reconnaissance publique du Lait équitable.



Contacts :



Kjartan Poulsen – Président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Elmar Hannen – Vice-Président de l'EMB (DE) : +49 175 6378484

Guy Francq – Membre du Comité directeur de l'EMB (FR) : +32 497 34 46 22

Silvia Däberitz – Directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +49 (0)176 380 98 500

Luisa Aiglstorfer – Contact presse de l'EMB (FR, DE, EN) : office@europeanmilkboard.org